

Retranscription de la conférence à l'Institut du Monde Arabe

« Chrétiens d'Orient : situation et perspectives actuelles »

Jeudi 14 décembre 2017

Monseigneur Pascal Gollnisch

Du rôle de l'Œuvre d'Orient

L'Œuvre d'Orient est une œuvre d'Eglise, une œuvre catholique et son rôle n'est pas d'élaborer des stratégies internationales. Je suis prêtre et ne suis ni un diplomate international ni un analyste militaire, économique ou autre. Je ne suis pas un militaire, un agent secret même si sur certains points certains continuent à en douter.

Alors pourquoi avons-nous cette réflexion qui se rapproche de la géopolitique, bien que ce ne soit pas notre rôle ou notre fonction ?

L'Œuvre d'Orient doit toujours, avec son conseil d'administration, déterminer quel est son rôle. Devant la crise terrible que nous rencontrons de l'autre côté de la méditerranée on peut partir dans toutes les directions, ou se monter la tête... Il s'agit donc de bien voir en quoi nous devons agir et y réfléchir. Il va de soi que l'action d'une œuvre comme l'Œuvre d'Orient se situe dans un contexte politique – qu'on le veuille ou non. C'est donc une nécessité pour nous de voir comment ce contexte à la fois appelle une action, de l'aide, des défis et des enjeux, et en même temps peut soit la freiner soit au contraire la favoriser par un certain nombre de moyens. Notre action ne peut pas être qu'une action de sacristie ; et elle n'est pas seulement une action menée dans un certain contexte qu'il nous faut analyser. C'est pour cela que nous menons cette réflexion. Je le dis souvent, nous ne menons pas une action politique : nous parlons aux politiques ! Quand je parle de la question de la paix en Syrie, par exemple, je parle à des politiques, à des élus, à des diplomates mais ce n'est pas pour autant que je fais de la politique au sens partisan du terme. Je reconnais que la frontière n'est pas toujours évidente et pourtant elle est tout à fait essentielle.

Des tensions internationales

Il me semble que nous sommes dans un climat – ce qui n'a échappé à personne – de tensions internationales dans beaucoup de lieux : en Extrême-Orient, cela va de soi, avec la Corée du nord entre autres, mais aussi dans beaucoup d'autres endroits de la planète avec un positionnement des grandes puissances qui est parfois quelque peu incertain. On pourrait évoquer le cas des Etats-Unis d'Amérique où enfin nous voyons des décisions, des interventions, des paroles qui nous surprennent, qui semblent peut-être parfois être prises ou données un peu rapidement sans toujours beaucoup de concertations. Nous voyons aussi une Russie qui est très centrée sur elle-même et dont nous ne comprenons pas toujours l'action en Ukraine et pour laquelle nous ne pouvons pas accepter l'annexion de la Crimée. Alors je sais, on va me dire qu'avant 1954 la Crimée était russe. Peut-être ! C'est peut-être même plus compliqué que cela ! Sous prétexte que c'était russe avant 1954 on légitimerait une annexion. En comparaison, je me permets de rappeler qu'avant 1954 Alger était un département français ! Alors est-ce qu'on peut revenir sur tout ça alors que ça ne date que de 1954 ?! Vous voyez bien que l'utilisation de l'Histoire est tout de même problématique et mérite d'être vérifiée ! Nous assistons à une affirmation de la Chine : nous constatons là aussi – et ce n'est pas illégitime – la défense d'intérêts chinois avec une affirmation forte autour de la nouvelle route de la soie, le prolongement de la

puissance économique chinoise, mais nous voyons aussi, avec une certaine perplexité, l'installation des chinois à Djibouti par exemple...

De la problématique de l'Iran

Nous en prenons acte mais nous sommes aussi conscients de la montée en puissance d'un certain nombre de puissances régionales comme l'Iran : nous voyons bien toute la problématique des relations avec l'Iran et la différence d'approche qui semble s'affirmer entre les Etats-Unis et un certain nombre de pays européens sachant qu'en Iran il y a tout de même des difficultés pour les chrétiens, qui sont certes très peu nombreux, mais il y a quand même 4 évêques catholiques – deux évêques chaldéens, un évêque arménien et un latin, plus des évêques orthodoxes. Et donc des fidèles. Certes les fidèles et leurs communautés peuvent avoir accès au culte mais dans un cadre quelque peu policier toujours très serré. Il y a bien des difficultés. Nous aimerions qu'en Iran puissent aller des religieux et des religieuses, pour s'occuper d'œuvres importantes comme la léproserie qui était dans l'ouest de l'Iran et qui est quasiment en train de fermer parce qu'on ne laisse plus des religieuses s'y installer. C'est la communauté des filles de la charité, de chez nous, de la rue du bac, qui a tenu ces léproseries pendant près de 20 ans, pendant 30 ans même. Donc, il y a une certaine perplexité sur la situation de l'Iran. Nous espérons que lorsque le ministre des affaires étrangères de la France s'y rendra prochainement, dans le premier trimestre civil de l'année 2018, nous aurons quelques messages à lui transmettre. Par exemple, les difficultés des jeunes iraniens qui s'orientent vers le christianisme : il y a un véritable mouvement d'intérêt pour les chrétiens et nous devons déplorer qu'un certain nombre de jeunes iraniens convertis au christianisme ont été emprisonnés parce qu'ils avaient communiqué. C'est cela aussi cette réalité qu'il nous appartient de ne pas oublier.

De la problématique de la Turquie

La Turquie présente quelques sources d'inquiétudes pour elle-même, les évolutions des libertés fondamentales nous laissent perplexes en particulier le traitement des minorités. Il n'y a plus guère de minorités chrétiennes en raison comme vous le savez du génocide arménien et du génocide assyro-chaldéen – mais la minorité kurde, qui n'est pas une petite minorité puisque certains parlent de quinze millions de kurdes, vingt millions, dix millions, les chiffres sont difficiles mais ce n'est pas une petite réalité et il est peut-être temps d'accepter que ces minorités puissent également exister en Turquie sans provoquer de problèmes internes. Il y a aussi des problèmes de positionnement international de la Turquie dont nous avons le sentiment que la perspective d'entrée dans l'Union européenne s'estompe mais qui fait preuve en même temps aussi d'un certain entrisme dans le monde arabe qui n'est pas sans nous poser de questions. Des forces militaires turques sont entrées en Irak, d'autres sont entrées en Syrie, je n'ai pas entendu que cela ait éveillé un étonnement ou une mise en question sur la légitimité de l'entrée de ces éléments de l'armée turque. Je me permets de rappeler quand même que l'empire ottoman quelque part a un petit peu à voir avec la Turquie d'aujourd'hui et a été la puissance dominante, je dirai presque occupante, du monde arabe pendant des siècles ! Je ne sais pas comment on réaliserait aujourd'hui la venue d'un bataillon étranger en Algérie ! La Turquie a fini par comprendre que le Daesh n'était pas forcément un ami. Je trouve qu'ils ont été un peu long à comprendre puisque malgré tout, qu'on le veuille ou non, par la Turquie sont passés des armes et des munitions pour le Daesh et pour d'autres groupes terroristes. Sans parler de l'achat en Turquie de pétrole et de céréales.

Il y a aussi la venue inquiétante de milliers de djihadistes venus notamment d'Europe. Certes d'Asie centrale, d'Afghanistan, de Tchétchénie et autre, d'Afrique du Nord mais aussi d'Europe ! 10 000 européens ont rejoint pour l'essentiel le Daesh pour l'essentiel par la Turquie. Et Gaziantep, petite ville au nord de la frontière avec la Syrie est tout d'un coup devenue une destination touristique telle que

des milliers d'européens ont voulu voir Gaziantep – je connais Gaziantep, c'est bien, mais en une demi-journée on en a fait le tour ! Apparemment cela n'a pas inquiété les services de renseignement de voir tous ces européens tout d'un coup aller à Gaziantep ! 10 000 européens cela veut dire 2 000 allemands, 2 000 français, 2 000 britanniques, grosso modo, et ce sont quand même des adultes qui ont rejoint le Daesh connaissant son action. Car la particularité de Daesh c'était quand même d'être cruel, à un degré élevé de cruauté mais malheureusement ils n'en ont pas le monopole ! Ce dont ils ont davantage le monopole c'est l'image de leur cruauté ! Normalement quand on torture, on se cache un peu, au moins par peur des représailles ! Il n'en est rien : cette image de cruauté a été une véritable tactique de communication de recrutement ! Donc les adultes qui ont rejoint le Daesh par la Turquie savaient ce qu'ils faisaient ! C'est pour cela que je ne veux pas entendre cette petite musique qui commence à être écoutée ici ou là, selon laquelle ces adultes, des femmes – on parle de l'égalité hommes-femmes à laquelle je crois mais cela doit marcher dans tous les cas – qui rejoignent Daesh soient moins responsables que les hommes. Ce sont des gens qui ont rejoint en pleine connaissance de cause, car les images on les connaissait, et qui soit avaient du sang sur les mains, ou soit avaient servi ceux qui avaient du sang sur les mains. Donc quand on en fait des victimes idéalistes déçues en attendant que la France les aide à rentrer chez elles – il ne m'appartient pas de savoir s'ils doivent rentrer chez nous – je souhaiterais quand même une certaine rigueur judiciaire car je crois que ce sont des personnes qui ont des comptes à rendre à la justice ! Voilà pour l'évolution de la Turquie.

De la problématique de la péninsule arabique

Nous voyons là-aussi tout de même, je l'ai déjà dit sobrement dans cette maison, qu'il y a eu au départ des soutiens de certains citoyens de différents pays de la péninsule arabique, qui ont soutenu, financé des fondamentalismes sous différentes formes. On aimerait avoir plus de clarifications sur ces ramifications même si là encore le Daesh en se déployant a exprimé quelle était sa stratégie. Premièrement, un califat à cheval sur la Syrie et l'Irak. En un deuxième temps, s'étendre dans les pays de la péninsule arabique. Troisième temps, viser le Royaume de la Croix – c'est-à-dire l'Europe : ils ne la connaissent pas si bien que ça mais enfin c'est ainsi qu'ils l'appellent. Les coptes égyptiens qui ont été égorgés sur la plage face à la mer l'ont été là, dans cette direction, parce que l'égorgeur en chef a dit : c'est un exemple et un message donné au Royaume de la Croix ! Donc c'était quand même très structuré. A partir de là, les pays de la péninsule arabique ont compris qu'il y avait danger. On voit bien les éléments d'instabilité dans cette péninsule : la question des relations entre l'Arabie saoudite et le Qatar. La question de la crise au Yémen. La problématique énergétique qui commence aussi à être plus difficile. Même si les Etats-Unis, grâce au gaz de schiste, ont pu s'approcher davantage d'un certain équilibre énergétique, il ressort bien que les ressources pétrolières ne sont pas éternelles – cela n'a pas échappé aux habitants de l'Arabie. La question de la jeunesse qui elle aussi sait se servir d'internet et dont on peut se demander s'il n'y pas un moment où elle souhaitera un élargissement des règles de vie qui existent dans ces différents pays. Nous voyons bien que l'ensemble est relativement inquiétant.

Des institutions européennes et de leur rôle au Moyen-Orient

Nous en arrivons à l'Union Européenne – ou ce qu'était l'Union Européenne il y a encore quelques jours, et on voit bien d'abord que la diplomatie de l'Union Européenne comme telle est relativement fragile. Est-ce un manque de moyens, un manque de concertations, un manque d'audace ? Je ne saurais dire. Toutefois je ne sens pas la diplomatie de l'Union Européenne tout à fait significative dans les différentes crises qui nous préoccupent ici.

Dans l'Union Européenne il y a la Grande-Bretagne qui est prise dans la problématique du Brexit, qui a considérablement réduit son budget d'engagement dans les affaires internationales et dont on ne sent pas qu'en raison des affaires liées à ce Brexit, la capacité d'avoir aujourd'hui une action très forte et

très précise. Nos amis allemands sont comme vous le savez dans la recherche d'un nouvel équilibre politique et n'ont pas eux aussi une grande culture de projection de forces de défense à l'international. Il reste donc la France, qui a à la fois un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, qui sera donc dans l'avenir le seul pays de l'Union Européenne à avoir ce siège permanent au conseil de sécurité, et qui a des possibilités de défense, certes insuffisantes mais tout de même présentes. Nous intervenons dans un certain nombre de cadres, comme au Sahel en Afrique ou au travers des casques bleus comme par exemple dans le Sud-Liban. Et nous intervenons par des frappes aériennes par rapport au Daesh en Irak, ou en Syrie. Nous avons aussi une diplomatie qui a une certaine personnalité. Certes c'est dans le camp occidental dont les Etats-Unis ont le leadership mais en même temps nous nous faisons entendre par nos différences. Vous vous souvenez du discours de M. de Villepin au conseil de sécurité : il avait menacé les Etats-Unis de mettre son veto si la question de l'invasion de l'Irak venait au conseil de sécurité de mettre son veto – je vous rappelle que la question de l'invasion de l'Irak n'est pas venue au conseil de sécurité des Nations Unies et que donc, les Etats-Unis n'avaient pas été invités par le chef de l'Etat irakien, leur entrée en Irak n'avait pas de base légale. Je suis heureux que le premier ministre britannique de l'époque ait reconnu que c'était peut-être une erreur. Tout arrive, mais enfin parfois un peu tard ! Nous avons aussi joué un rôle opprobre dans la crise israélo-palestinienne puisque nous avons soutenu la reconnaissance d'Etats non membres mais observateurs aux Nations Unies au grand dam des Etats-Unis – Etats-Unis qui avaient d'ailleurs fait des sanctions économiques contre la France quand on les avait menacés : on ne pouvait plus y vendre de camemberts. La France a également soutenu l'entrée de l'Etat de Palestine à l'UNESCO. On voit bien, sur la question de Jérusalem, que la diplomatie française prend ses distances par rapport à la position américaine. On ne peut pas esquiver complètement cette question tant il est vrai que le conflit israélo-palestinien marque la région et crédibilise ou non l'action des puissances internationales. On ne peut pas non plus soutenir des actions illégales au regard des puissances internationales et après cela donner des leçons de droit international à d'autres !

Nous entendons donc une question qui, pour le prêtre que je suis, est un peu resté sans réponse – mais vous avez peut-être des réponses : quel est le droit ? Qu'est-ce qui fonde le droit d'un peuple à être sur une terre ? Je trouve que c'est une question de fond, une question d'éthique. Est-ce que le droit à être sur une terre fait Histoire ? L'Histoire est compliquée : parfois un peuple est sur une terre pendant un millénaire et parfois pendant un autre millénaire ç'en est un autre ! Alors est-ce que c'est le plus ancien, le plus légitime ? On peut chercher le plus ancien et à ce moment-là on peut fonder sa légitimité sur des recherches archéologiques. Est-ce le droit du plus fort ? C'est souvent la situation du plus fort mais si cela crée un droit, c'est autre chose ! Est-ce que cela va être la pression démographique ? Oui mais la démographie évolue aussi : peut-on laisser la seule démographie émettre des légitimités ou des illégitimités à revendiquer une terre. Ou bien le droit international, qui aurait ma préférence, mais il faut bien reconnaître aussi que le droit international est parfois le droit du plus puissant ! Il n'est donc pas exempt d'approximations, voire parfois même d'injustices. Il est donc très difficile de se poser la question de savoir qu'est-ce qui donne une légitimité sur une terre. Quant à Jérusalem, je ne sais pas si on peut continuer à dire qu'on veut un dialogue entre les deux parties, en reconnaissant à l'une le statut d'un Etat et pas à l'autre. Je me permets de rappeler que l'Etat du Vatican a reconnu l'Etat de Palestine sans pour autant rompre ses relations avec l'Etat d'Israël. Jérusalem est peut-être la capitale éternelle de l'Etat d'Israël – Dieu seul est éternel – mais une capitale indivisible ? C'est peut-être plus compliqué que cela quand on va sur place voir ce qui s'y passe.

Voilà donc des contextes, des situations, qui touchent je crois notre diplomatie, qui par ailleurs est une diplomatie relativement modeste. Je pense que notre budget international doit être de 3 milliard 500 millions d'euros, quand celui des Etats-Unis est de 400 milliards de dollars. On voit aussi la disproportion des moyens et des nécessités des efforts des européens.

Des défis du Moyen-Orient : défis alimentaires, écologiques, économiques, démographiques

C'est dans ce monde-là que nous voyons cette réalité proche du Moyen-Orient qui nous semble traverser des crises dont je voudrais relever quelques-unes que je n'entends pas toujours évoquer, par exemple la question de la démographie. Si je regarde le cas de l'Égypte, en 1990 la population égyptienne était de 57 millions 500 000 d'habitants, en 2016 elle est de 95 millions 500 000 habitants. Ce développement démographique pose évidemment des tas de questions : alimentaires, économiques, mais aussi des questions d'éducation. On sait bien que notamment, des capacités d'aider au vivre-ensemble et de se détourner d'options fondamentalistes violentes dépendent pour beaucoup de cette question d'éducation. Dans quelles conditions pouvons-nous favoriser l'éducation quand il y a une aussi forte croissance démographique ? La démographie doit donc être regardée de près. On dit par exemple qu'au Niger, qui est un des pays les plus pauvres de la planète aujourd'hui, il devrait y avoir en 2100 quelque chose comme 100 millions d'habitants ! Comment le Niger pourra-t-il nourrir 100 millions d'habitants dans quelques dizaines d'années ? Il nous faut donc intégrer ces données de démographie.

D'ailleurs souvent les chrétiens d'Orient ont été poussés aux marges des pays, non pas uniquement pour des questions d'immigration mais aussi pour des questions de persécution démographique : les musulmans ont fait plus d'enfants que les chrétiens. C'est cela aussi la réalité. Ce sont également des questions économiques. Je ne suis pas économiste donc on va aller relativement vite. Si je regarde encore l'Égypte, son budget est de 43 millions de dollars en 1990, et en 2016 il était de 336 milliards de dollars. Voilà des données qui donnent à réfléchir. Les crises qu'on a appelées Printemps Arabe ont souvent eu des facteurs déclenchants économiques. Je me permets de rappeler que la première crise qu'on a appelée printemps arabe avait eu lieu en Tunisie parce qu'un marchand n'arrivait pas à joindre les deux bouts et s'est immolé par le feu ! Les autorités tunisiennes ont dû être un peu dérangées par cet événement, et cela a exaspéré la population qui est descendue dans la rue. Donc la crise économique qui nous touche, certes, touche également et de manière beaucoup plus forte ces pays émergents qui en souffrent beaucoup plus. Les classes moyennes ont notamment été poussées à un certain découragement, sont donc devenues révolutionnaires et explosives.

Mais c'est aussi une crise écologique. Sans être là aussi un spécialiste des questions écologiques, il faut se poser les vraies questions de ces énormes villes de plus de dix millions d'habitants, qui n'ont pas du tout les moyens de traitement de l'air, des ordures. La crise du traitement des ordures au Liban – dont je ne suis pas sûr qu'elle soit complètement réglée – a été l'un des éléments de cette crise écologique. On voit bien au Liban que le développement de la réalité urbaine – effectivement c'est presque une ville unique, de Tripoli à Tyr : ce développement urbain pose aussi des problèmes je crois dans l'équilibre de la vie sociale.

Peut-être liée à l'écologie il y a aussi la question de l'eau : le monde arabe est extrêmement déficitaire sur le plan de l'eau – c'est une question qui se posera de plus en plus dans les années qui viennent. Le monde arabe est dépendant de l'eau, qui lui vient de l'extérieur, que ce soit à travers le Nil, à travers le Tigre, à travers l'Euphrate. Mais ces ressources en eau ne seront plus suffisantes et les pays utilisent de plus en plus ces ressources fluviales pour leurs propres besoins. Il y a donc un risque très sérieux dans ce domaine. Nous voyons donc ces difficultés qui nous servent de cadre à travers lequel regarder les communautés chrétiennes.

35:32

De l'histoire bimillénaire des chrétiens d'Orient

Ces communautés chrétiennes de l'Orient, du monde arabe, sont les chrétiens de la Pentecôte. Ce ne sont pas des chrétiens nés de l'action de missionnaires européens mais d'une continuité avec le fait christique et par conséquent qui ont un christianisme très proche de la culture du Christ et de ses apôtres. Ce sont des communautés qui ont joué un rôle culturel extrêmement important parce que très vite elles ont été héritières de la culture grecque, elle-même héritière de la culture égyptienne avec les coptes notamment, l'épopée d'Alexandre Le Grand, mais aussi la culture de Mésopotamie. Toute cette culture a été transmise par les chrétiens d'Orient aux nouveaux venus qu'étaient les arabo-musulmans. Il y a donc eu véritablement une transmission de savoir-faire dans l'administration d'un grand empire, de grandes villes - souvent les ministres des premiers califes étaient des chrétiens. Ainsi, la métaphysique d'Aristote fut transmise par les chrétiens d'Orient aux arabo-musulmans qui l'apportèrent dans leurs bagages en Espagne et en Sicile alors qu'elle avait été oubliée au Moyen-Âge au profit des idées de Platon. Saint Thomas d'Aquin sut la faire entrer en Europe, ce qui permit plus tard le développement des sciences alors que le monde arabo-musulman se fermait à cette métaphysique jugée trop matérialiste et donc suspectée d'un certain athéisme.

Ces communautés chrétiennes sont fortes d'un engagement social. Depuis très longtemps, au nom de l'Évangile, au nom de leurs convictions, elles ont ouvert des écoles, puis des collèges, des lycées et des universités, que nous avons aidés dès la création de l'Œuvre. L'éducation et la santé sont un engagement fort et résolu au service de l'ensemble de la population – musulmans et chrétiens – riches et pauvres et parfois très pauvres, hommes et femmes avec un rôle important de promotion de la femme.

Ces communautés chrétiennes ont la volonté d'être artisans de paix. On sait très bien que, sans les chrétiens, le Liban n'existerait plus. Parfois ce sont eux qui peuvent parler aux uns et aux autres, autant aux sunnites, aux chiites qu'aux druzes. Vecteurs de rencontres, le christianisme leur donne cette ouverture universelle qui leur permet d'être à la croisée de la culture arabe et des cultures du monde. Ce sont des communautés qui ont un regard humaniste : que voulons-nous faire, quel homme voulons-nous servir ? Quel regard avons-nous sur ce qu'est la personne humaine ? Avec les atrocités commises par le Daesh et d'autres groupes beaucoup de musulmans se posent aussi ces questions.

Enfin, ces chrétiens d'Orient ont hérité des Églises qui se trouvent là-bas, diversité d'Églises ne signifie pas guerre de religions. Malgré les différences de charisme, d'histoire, de sensibilité, de langue, de liturgie, ces chrétiens sont attachés à leurs pays respectifs. Un chrétien d'Irak est un irakien. Un chrétien de Syrie est un syrien. Ils sont avant tout citoyens d'un pays qu'ils aiment et, quand ils font le choix de le quitter, c'est un choix dramatique. Ils le font parce qu'ils pensent que c'est la seule solution.

L'échec des Printemps arabes

Nous devons regarder la réalité de ce qu'on a appelé le Printemps arabe. Il y a eu des déstabilisations et parfois des fragmentations dans certains pays sous influence économique, culturelle voire internationale. Ces tentatives finalement ont échoué. Certains voulaient sans doute une évolution pour leur pays, que leur gouvernement prenne des mesures plus libérales pour une meilleure répartition des richesses, que cesse la corruption - souvent une dure réalité- etc. Tous ces éléments ont fait une force populaire de ces mouvements, bien-sûr avec un islam fondamentaliste ou en tous cas des fondamentalistes qui se sont servis de l'islam pour affirmer quelque chose qui était excluant, et parfois de manière violente. Vous connaissez la situation tragique en Syrie et en Irak. Je rappelle simplement cette violence exercée contre les chrétiens car ce djihadisme cruel a pris pour cible précisément les deux mille ans d'histoire des chrétiens

du monde arabe, dans le monde arabe et avec le monde arabe ! C'est bien cela que voulait essayer de détruire le Daesh. Il faut se demander pourquoi cette violence a eu une telle assise populaire et chercher d'autres causes, pas simplement dans les tensions internationales et les calculs pervers de puissances régionales ou mondiales, mais aussi dans les difficultés inhérentes à chaque pays touché par la crise.

Je pense que ces Printemps ont donc échoué. La Tunisie a chassé les islamistes violents. Et il n'y a pour l'essentiel que des musulmans en Tunisie ! En Égypte, des millions de chrétiens ont été inquiétés par le pouvoir islamiste (Frères musulmans). Monsieur Morsi a été élu, mais l'élection ne fait pas tout ! Il aurait fallu étudier de plus près son action pendant cette année au pouvoir... au cours de laquelle 100 lieux chrétiens ont été détruits, brûlés ou saccagés. S'il n'y avait eu que des chrétiens pour descendre dans la rue et demander son départ, cela n'aurait pas suffi ! Il y a donc bien eu des musulmans égyptiens qui ont manifesté pour chasser le gouvernement Morsi. J'aimerais entendre davantage chez nous que les musulmans ont chassé ces fondamentalistes islamistes et que, par ailleurs, le plus grand nombre de victimes de ces islamistes sont musulmans ! Il est vrai que le nombre de musulmans tués par les islamistes ne met pas en péril la survie des communautés sunnite ou chiite alors que, même si le nombre de victimes chrétiennes, yézidiennes ou autre est plus modeste, c'est la survie de leur communauté qui est en jeu.

Je pense que ces pays manquent d'un vrai projet de société. Quelle société voulons-nous ? Non pas nous occidentaux, mais ces pays concernés par les crises ? Cela suppose de donner la parole au peuple ! Par exemple, beaucoup parlent de la Syrie, trop peu se mettent à l'écoute du désir du peuple syrien dont le projet de société ne me semble pas suffisamment clair. Je pense plutôt qu'il faut redonner espoir et confiance à ces populations pour qu'elles inventent leur projet de société – en tous cas aux élites qui sont capables d'élaborer un tel projet. Vers où les égyptiens ou les syriens veulent-ils aller ? Quelle société veulent-ils construire ? Je sens des peuples qui sont dans le découragement, qui considèrent qu'après ces échecs plus rien ne peut leur arriver d'heureux et n'ont plus l'espoir que quelque chose change dans leur pays ! Il est important que nous puissions redonner cette espérance et cette confiance. J'entends mes amis chrétiens d'Orient nous dire « arrêtez de nous casser les oreilles avec votre démocratie, on n'en veut pas, et partout où vous avez essayé de nous l'imposer, cela n'a pas marché ! Nous préférons un dictateur, enfin un bon dictateur ! » Mais si vous commencez à choisir votre dictateur, vous n'êtes pas loin de la démocratie ! Nous n'avons amené la démocratie nulle part ! Et certainement pas en Irak ! Les États-Unis sont entrés en Irak avec une coalition, ils ont renversé le pouvoir de Saddam Hussein, les structures de l'État irakien et de l'armée irakienne, puis ils ont donné tout pouvoir aux Chiites majoritaires. Or donner tout pouvoir au groupe majoritaire n'est pas la démocratie, c'est une caricature de démocratie. Il faudrait donner les moyens à ceux qui veulent bien réfléchir, et aux bonnes volontés, d'imaginer un modèle de société qui ne serait pas la copie du modèle occidental mais une création originelle et originale adaptée à leurs pays ! Par exemple, la laïcité française n'existe telle quelle qu'en France ! En Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, sans parler de la confédération helvétique, la laïcité se décline de manière différente ! Il n'y a pas qu'un modèle de démocratie, il n'y a pas qu'un modèle de laïcité.

Les principes fondamentaux d'une démocratie

Je considère qu'un certain nombre de principes doivent être respectés. Comme par exemple une distance entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux - je rencontre beaucoup de musulmans qui n'ont pas envie que leurs responsables politiques soient représentés par des religieux. Je ne leur demande pas d'adopter telle quelle la laïcité française, ce n'est pas possible mais je rencontre beaucoup de musulmans qui n'ont pas du tout envie que leurs responsables

religieux dictent leurs ordres aux politiques. Sur cette question-là nous entendons ici cette musique qui me semble erronée que les religions sont par nature sources de conflit. Un ministre des Affaires étrangères, Monsieur Bernard Kouchner, disait devant des réfugiés irakiens qui ne comprenaient pas du tout son propos : « je vais être franc avec vous, s'il y a des guerres c'est à cause des religions ! » Alors ces pauvres réfugiés qui avaient vu la mort de près parce qu'ils étaient chrétiens étaient un peu ahuris, ils ne savaient pas trop quoi répondre, impressionnés par un ministre. Je lui ai répondu que ce n'était pas les religions qui étaient sources de conflit mais l'utilisation des religions par les politiques. Ce n'est pas la même chose. Parce qu'en se servant des religions, les gouvernants peuvent étendre leur pouvoir dans les consciences et, par conséquent, sont tentés de les instrumentaliser. Cette distance entre le politique et le religieux suppose deux choses : d'abord que les politiques évitent d'instrumentaliser les religions mais aussi que les religions ne se laissent pas instrumentaliser ! Il faut reconnaître que la tentation est forte. C'est un combat qu'il faut mener ! Encore une fois, j'entends beaucoup de chrétiens, mais aussi beaucoup de musulmans, qui ne souhaitent pas la confusion des genres. Oui, certains la veulent, certains continuent d'instrumentaliser les religions, ce n'est pas le cas de tous.

Nos amis d'Orient peuvent s'intéresser à quelques autres principes :
L'indépendance du judiciaire. Il peut y avoir des degrés d'indépendance, ainsi l'indépendance judiciaire n'est pas tout à fait la même en France qu'ailleurs. Beaucoup de musulmans et de chrétiens souhaitent que les juges aient une certaine autonomie et qu'ils ne soient pas complètement aux ordres des politiques. Cela peut se faire de bien d'autres manières.

La gouvernance. Beaucoup d'amis d'Orient chrétiens et musulmans souhaiteraient une certaine alternance du pouvoir, seule façon d'éviter une corruption inhérente à l'exercice des mêmes pendant 40 ans... Beaucoup souhaiteraient également une répartition plus saine entre la gestion au niveau de l'État et des régions. Peu d'entre eux m'ont dit : « non, on veut que tout soit traité par le pouvoir central » !

La liberté d'expression. Je n'ai rencontré aucun oriental que me dise : « moi je suis contre la liberté d'expression, surtout qu'on n'ait le droit de ne rien dire ! »

Je m'arrête là pour les principes, mais je voudrais qu'on arrête de se résigner avec nos amis d'Orient en répétant : « tout cela, ce n'est pas pour nous ! ». J'entendais jadis cette musique au sujet de l'Union soviétique. On me disait : « non, non, la liberté ce n'est pas pour eux, non ils ne sont pas faits pour la liberté. Ils sont très bien en Union soviétique ! » On a vu que c'était plus complexe... Je crois qu'il faut redonner une confiance et une espérance que ces principes et d'autres encore peuvent être repris et réfléchis. Il n'y a pas de raison que ces pays soient les seuls de la planète où ces questions ne se posent pas. Évidemment cela suppose un projet inclusif. Regardons la situation au Liban où il y a quatre principales composantes : les chrétiens, les sunnites, les chiites et les druzes. À différents moments de l'histoire, chacune a cru pouvoir assurer sa sécurité, son avenir et sa culture autant que les trois autres et chacune, plus ou moins malheureusement, a dû faire l'expérience que cela ne marchait pas. Les unes et les autres ont compris que s'il y avait un avenir pour chacune c'était aussi un avenir pour toutes et que c'était dans une relation avec toutes que l'avenir du Liban pouvait s'envisager. Je crois que, de la même manière, il faut penser des projets inclusifs pour l'avenir des pays afin que chacun y trouve sa place.

Par conséquent, cela passe par certaines exigences, notamment la question de la pleine citoyenneté pour tous. Je ne suis pas très enthousiaste de voir la religion inscrite sur la carte d'identité, même si elle se laisse déceler assez vite en raison du prénom et de la consonance du nom de famille. Les minorités ne doivent pas être protégées ni discriminées (statut de *dhimmitude*). Chaque citoyen doit être reconnu et respecté par-delà son appartenance religieuse. Des entreprises ne veulent pas embaucher des membres de telle ou telle minorité. « Est-ce que je vais accepter que mes enfants vivent dans une société où ils seront discriminés toute leur vie ? » s'interrogent des parents... Les discriminations quotidiennes qui peuvent être

constitutionnelles, juridiques, judiciaires, administratives, économiques, sont extrêmement rudes à vivre et créent des tensions de voisinage. Cependant les chrétiens n'ont pas le monopole des discriminations ni des actes de violence, même s'ils en subissent beaucoup. Nous ne devons pas hésiter à les dénoncer

Le devoir de dénoncer, d'interpeller

Depuis les attentats contre la cathédrale syriaque catholique de Bagdad en 2010 et de la cathédrale orthodoxe du Caire, il y a eu beaucoup d'actes de violence ponctuelle contre des chrétiens. Dénonçons-les ! Quand je le fais, j'aimerais bien qu'il n'y ait pas pour seule réponse de certaines institutions : « ah oui, mais il n'y a pas que les chrétiens ! » Bien sûr, mais nous avons le devoir de dénoncer aussi ce que subissent les chrétiens ! Tout comme les persécutions qui ne sont pas tout à fait la même chose que les actes de violence ponctuelle. Une persécution suppose quelque chose d'organisé et de systématique. Utilisons ce mot à bon escient. Ce qu'ont subi les chrétiens en Égypte sous le gouvernement Morsi n'était pas loin de la persécution et ce que fait Daesh, al Nosra et autres est bien évidemment de cet ordre. Dans la persécution il y a quelque chose qui relève du génocide. On pourrait qualifier ainsi ce qu'a accompli le Daesh. C'est une discussion entre juristes mais mon opinion est faite. Pourquoi ? D'abord le génocide est une incrimination juridique extrêmement précise : c'est agir pour faire disparaître un groupe d'une région donnée, d'un pays donné, en raison de critères de race ou de religion. Le Daesh a voulu faire disparaître de la région dans laquelle il était présent les Yézidis et les chrétiens, pour ne donner que ces deux exemples. Le génocide a commencé, donc le crime est là ! Le commencement de crime c'est déjà un crime ! Certains diront qu'il n'y a pas de génocide parce qu'il y a moins de 100 000 victimes par exemple. La question n'est pas le nombre mais l'intention. Or l'intention de faire disparaître un groupe d'une région donnée pour des raisons de race ou de religion est bien là. Selon moi, le crime de génocide est donc clairement constitué.

Devant le massacre culturel commis par Daesh et d'autres, je souhaiterais que soit reconnue la notion de crime culturel contre l'humanité. Des lieux saints, des monastères chrétiens des III^e, IV^e, V^e siècles qui avaient traversé l'Histoire ont été totalement dynamités, saccagés, des mosquées très anciennes ont été vandalisées... Porter atteinte sciemment à un patrimoine qui appartient à toute l'humanité relève du crime, pas simplement du crime de guerre : les destructions ont été voulues, en dehors de tous combats. Aussi il faudrait parvenir à une incrimination de crime culturel contre l'humanité. Comment la Cour pénale internationale va-t-elle traiter le problème de Daesh et autres ?

Nous devrions être plus exigeants sur la question de la liberté de culte. Je ne parle pas de la liberté de conscience – même sous Staline, on avait la possibilité de penser ce qu'on voulait dans sa tête - mais de la liberté de pouvoir prier dans un lieu de culte. Cette liberté est effective dans la plupart des pays du Proche-Orient et commence à être accordée dans la péninsule arabique ; il y a au moins une église dans chacun de ces pays, sauf en Arabie Saoudite où vivent deux millions de chrétiens qui n'ont pas droit à un lieu de culte. Je rappelle que cette liberté fait partie de la charte des Nations Unies. Osons interpeller la Communauté internationale, les Nations Unies, les membres des commissions des droits de l'homme sur le respect de la liberté de culte. J'ai fait remarquer récemment à Amnesty International que je ne les entendais pas beaucoup parler de cette question. Mais la liberté de culte ne suffit pas ! Au-delà de la liberté de culte, il y a la liberté religieuse qui consiste à pouvoir manifester sa foi dans l'espace public : c'est encore le cas en France si on respecte l'ordre public. J'ai encore le droit de prier mon chapelet sur le trottoir si je veux, ou me promener en clergyman dans les rues à condition de ne pas troubler l'ordre public. Cette liberté religieuse est aussi la liberté de changer de religion, – problématique pour un musulman qui devient chrétien – et de pouvoir l'exprimer

à travers un certain nombre d'actions. Ainsi définie, je ne la vois qu'au Liban ! Un chantier de longue haleine !

Les questions autour de l'égalité homme-femme doivent aussi progresser. Je n'ai pas besoin d'insister, même si nous nous réjouissons que les femmes puissent conduire en Arabie Saoudite, il y a encore beaucoup d'autres actions à mener.

Vers un Vrai Printemps pour le Moyen-Orient

Dans ce contexte, avec tous les hommes et les femmes de bonne volonté - et il y en a beaucoup - chrétiens et musulmans, nous voudrions réfléchir aux conditions d'un Vrai Printemps arabe. Nous devons arrêter de réduire la question des chrétiens d'Orient à leur persécution, leur discrimination, leur désir d'émigration et donc leur disparition annoncée. Il y en a beaucoup qui restent. Je reviens de Syrie où j'ai vu des chrétiens qui s'accrochent à Alep, à Homs, qui relèvent leurs manches et veulent que leur pays vive. Nous devons donc envisager ce que serait un Printemps pour les chrétiens d'Orient. Évidemment cela ne doit pas venir de nous, mais d'eux. Ils doivent exprimer leurs souhaits, leurs projets pour leurs pays respectifs, sans ambiguïté. En effet, j'entends des discours qui commencent par accabler l'Occident parce qu'il intervient et qui ensuite disent qu'ils aimeraient bien que l'Occident intervienne !

Nous devons aider à ce que ce Printemps se réalise.

C'est tout un ensemble de conditions culturelles, économiques, de respect des droits de l'homme, etc. et tout un état d'esprit qui doivent évoluer pour y parvenir. Peut-être cela va-t-il prendre dix ans ? Nous devons avoir une vision à moyen et long terme. À sa manière l'Œuvre d'Orient y travaille déjà depuis 162 ans. Je crois à cet avenir. Je vous assure qu'à Alep j'ai vu de jeunes chrétiens de 25 ans qui veulent faire avancer leur ville et la reconstruire. Ils ont compris qu'on ne pourrait pas reconstruire Alep en faisant simplement un ghetto pour les chrétiens, mais qu'il fallait reconstruire avec des musulmans qui voudraient travailler à cela ! Cela passe par la reconstruction des âmes, des cœurs, des intelligences, nous pouvons y contribuer.

Mais, me demanderez-vous, pourquoi cette action confessionnelle ? Pourquoi les chrétiens d'Orient, et pas les autres ?

Nous n'avons pas d'exclusive, mais aider les chrétiens d'Orient est la mission de l'Œuvre d'Orient. En travaillant à remplir les conditions d'un Printemps pour les chrétiens d'Orient, nous travaillons en même temps pour un vrai Printemps pour le Moyen-Orient. Faire avancer la situation de ces minorités permettra à tous ces pays d'envisager un projet de société qui manque aujourd'hui. Prenons l'exemple du maréchal Sissi : quel est son projet ? Je ne l'entends pas. Je vois bien ce qu'il essaie de faire, économiquement par exemple... Mais le projet de société, ce qui va donner un peu d'espoir, un peu d'ambition, une vision pour le futur, il faut que nous puissions l'entendre. Ne nous décourageons pas dans cette région que nous aimons. Ce ne sont pas que des terres de drames, de conflits, de tensions, de persécutions, de mort, de destructions... Même s'il y a tout cela, il y a quelque chose de plus profond et nous devons savoir nous mettre au service de ces réalités.